

DIXMIER (M. Joseph), Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1948] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu Secrétaire : de la Commission de la presse [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739); de la Commission des pensions [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [13 mai 1948] (p. 2564), [8 juin 1948] (p. 3276, 3277) [7 décembre 1948] (p. 7390).

Dépôts :

Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à habiliter les fédérations départementales de pêche et de chasse à se porter parties civiles, n° 4284. — Le 11 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux jeunes soldats accomplissant leur service militaire, n° 6797.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant et complétant la législation économique amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : *Pouvoirs des agents du contrôle économique* [20 mars 1947] (p. 966, 967). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au problème du blé [21 mars 1947] (p. 1009). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements de Ma-*

dagascar [29 avril 1947] (p. 1337). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1624, 1625, 1626); — de la proposition de loi de M. Castera relative à l'encouragement à la culture du blé; Art. 5 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à maintenir le système en vigueur pour la détermination du rendement moyen départemental* [6 juin 1947] (p. 1952, 1963); — du projet de loi portant amnistie; Art. 9, 2^e alinéa : *Son amendement tendant à ajouter les mots « de la guerre 1914-1918 » aux mots « de la guerre 1939-1945 »* [21 juin 1947] (p. 2305); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [11 décembre 1947] (p. 5612); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [22 décembre 1947] (p. 6054, 6055, 6056, 6057); Art. 3 : *Ses explications de vote sur les amendements de M M. Wuldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* (p. 6121); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à exempter les petits exploitants agricoles* [3 janvier 1948] (p. 24, 25); *Son amendement tendant à exempter les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles en 1946 ou 1947* (p. 31); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe premier de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 79, 80); — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mars 1948] (p. 1254); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5115); — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5792, 5793). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement et les mesures de coercition prises contre certains cultivateurs et commerçants [18 novembre 1948] (p. 7116). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [22 juillet 1949] (p. 5057,

5058); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à liquider les stocks d'alcool existants sans augmentation du prix de l'essence* [20 décembre 1949] (p. 7025, 7026); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale* [25 janvier 1950] (p. 496, 506); *Ses observations sur les campagnes de presse et de radio contre les paysans et le départ des paysans pour les villes* [24 février 1950] (p. 1452, 1453); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* (p. 1495); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2396, 2397); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE; Chap. 5120 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* [25 mai 1950] (p. 3948); Chap. 5170 : *Encouragement aux exploitants agricoles* (p. 3954); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6066, 6067); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 545); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale* [7 décembre 1950] (p. 8774). = S'excuse de son absence [11 mai 1950] (p. 3545).

DJEMAD (M. Abderrahmane), *Député de Constantine (Deuxième collège, 5^e circonscription)*.

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [13 mai 1948] (p. 2564); de la Commission de l'intérieur [8 février 1949] (p. 400), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951], (p. 348). — Est nommé membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie [4 février 1947] (p. 148).

Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission parlementaire chargée de procéder à une enquête sur les causes et les responsabilités des événements d'Algérie de mai 1945 et sur la façon dont la loi d'amnistie du 1^{er} mars 1946 a été appliquée, n° 729. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, n° 731. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à établir le statut organique de l'Algérie, territoire associé dans le cadre de l'Union française, n° 923. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946, en ce qui concerne l'élection des représentants de l'Algérie à l'Assemblée de l'Union française, n° 1461. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1° de M. Bentaieb tendant à la création d'une Commission chargée d'enquêter sur la situation générale de l'Algérie; 2° de M. Djemad et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission parlementaire chargée de procéder à une enquête sur les causes et les responsabilités des événements d'Algérie de mai 1945 et sur la façon dont la loi d'amnistie du 1^{er} mars 1946 a été appliquée, n° 1746. — Le 27 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer immédiatement les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935, n° 4042. — Le 14 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinq millions aux familles des victimes de la catastrophe de Kenadza (Oran) et à établir les responsabilités qui en sont à l'origine, n° 4211. — Le 23 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux familles des victimes du grave accident survenu à Laghouat, n° 5519. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition